

Une réforme de l'Etat ? Oui, mais en écoutant d'abord les gens

La Vivaldi a prévu de faire précéder d'un débat démocratique la proposition d'une réforme de l'Etat. Comment faire ? Réponses ce lundi, lors d'un webinar inédit avec les ministres concernés et des experts.

BÉATRICE DELVAUX

C'est une première dans l'histoire de la Belgique. Une réforme de l'Etat va être préparée en consultant d'abord les citoyens. L'accord de gouvernement a désigné pour ce faire deux ministres des Affaires institutionnelles et du Renouveau démocratique, Annelies Verlinden (CD&V) et David Clarinval (MR). Mais comment réussir cet exercice totalement inédit ?

Dans une note commune, les deux ministres annoncent qu'ils présideront cette Plateforme de dialogue qui comprendra « une large consultation de citoyens, surtout les jeunes et la société civile, le monde universitaire, les experts et les autorités locales. » Ils inviteront la Chambre à former des panels participatifs pour faire des recommandations à la Plateforme qui fera rapport au gouvernement pour fin 2021.

Re-Bel qui réunit des académiciens pour repenser la Belgique, en a profité pour inviter ces deux ministres à venir expliquer leur mission mais aussi à se nourrir d'expériences étrangères et de l'avis d'experts comme David Van Reybrouck, l'initiateur du G1000. Ce webinar organisé par Re-Bel, *Le Soir* et *De Standaard* sera ouvert à tous ce lundi.



Les ministres Annelies Verlinden et David Clarinval pourront se nourrir des expériences de Ed Nijpels (Klimaatberaad), Hélène Landmore (Yale University), David Van Reybrouck (G1000) et Hugues Dumont (UStLouis). © HATIM KAGHAT

Paul De Grauwe et Philippe Van Parijs Coordinateurs de l'initiative Re-Bel

« Dialogue citoyen sur l'avenir du fédéralisme belge : comment éviter le fiasco ? »

Paul De Grauwe et Philippe Van Parijs, coordinateurs de l'initiative Re-Bel, invitent à réfléchir sans tarder aux conditions de réussite de la « plateforme de dialogue ».

Notre gouvernement est bien conscient de l'imperfection de notre structure fédérale. Il est tout aussi conscient de la méfiance des citoyens à l'égard des politiques. Il a donc décidé de mettre en place une « plateforme de dialogue sur l'avenir du fédéralisme belge » sous la forme d'une « large consultation des citoyens, en particulier des jeunes, ainsi que de la société civile, des universités, des experts et des autorités locales » présidée par deux ministres des réformes institutionnelles et du renouveau démocratique. Magnifique ! Mais quel défi ! Quel risque de décevoir, de retomber rapidement dans les sempiternels marchandages entre partis politiques et d'accroître encore le discrédit de la « classe politique » !

Mais il est trop facile d'être cynique. Plutôt que de condamner d'avance cette initiative sans précédent dans l'histoire du pays, c'est aussi à nous citoyens de réfléchir à la meilleure manière de la rendre féconde, d'éviter qu'elle ne tourne à la mascarade.

Pour cela, la première chose à faire est de tirer les leçons de ce qui s'est fait ou se fait d'analogie ailleurs ou à d'autres niveaux : par exemple les conférences

citoyennes en France, les *klimaattafels* aux Pays-Bas ou le *Bürgerdialog* en Communauté germanophone. Aucun de ces dispositifs n'est directement transposable à la plate-forme de dialogue envisagée, ne fût-ce que parce qu'ils ne sont pas confrontés au défi central de notre démocratie fédérale : ils ne doivent pas veiller à ce que des citoyens qui ne parlent pas la même langue parviennent à s'écouter et à se comprendre. Réfléchir à ce qui a réussi et à ce qui a échoué dans d'autres contextes n'en est pas moins indispensable pour ne pas être naïf.

Deuxièmement, consulter largement les citoyens sur l'avenir du fédéralisme belge suppose qu'on fasse appel à leurs idées. Si cet appel est bien diffusé et si le délai est raisonnable, on peut espérer des dizaines de milliers de contributions. Mais que va-t-on en faire ? Les ministres et leurs collaborateurs seraient bien en peine de les lire et de les synthétiser. Pour ne pas les ignorer tout à fait, on pourra au mieux les verser dans une base de données et en faire broyer la substance par un logiciel qui pourra par exemple nous dire quels mots ont été utilisés le plus souvent.

Si on reproche alors au gouvernement que la montagne qu'il a suscitée n'a ac-

couché que d'une bien minable souris, il aura beau jeu de faire remarquer que les contributions portaient dans tous les sens, qu'elles contenaient plus de vociférations que d'argumentations, qu'elles ne faisaient souvent que répéter ce qu'on a déjà entendu mille fois, qu'elles méconnaissaient presque toutes des difficultés évidentes que les politiques, eux, ne peuvent pas se permettre d'éluider, que beaucoup étaient téléguidées par des partis politiques ou des organisations préexistantes, et qu'elles ne pouvaient en tout cas pas prétendre être représentatives de l'opinion publique dans son ensemble. Et qu'en conclura-t-il ? Qu'il reste aux politiques de faire ce qu'ils ont toujours fait : trouver laborieusement des compromis entre leurs programmes institutionnels respectifs. Si c'est cela le grand dialogue citoyen, les citoyens qui ont joué le jeu diront qu'on s'est moqué d'eux. Et ils auront raison.

Un exercice pédagogique

Est-il possible d'éviter ce fiasco ? Sans doute seulement en imaginant un filtre intelligent qui empêche d'être enseveli sous les contributions. Ce filtre ne saurait consister à exclure les idées pour l'avenir de nos institutions qui ne plaisent pas aux ministres compétents ou à la coalition gouvernementale actuelle. Mais il est peut-être possible de le concevoir de manière à ce qu'il sélectionne des propositions qui ont des chances de faire progresser la discussion parce qu'elles sont portées par des citoyens issus de l'ensemble du pays, de manière aussi à ce qu'il sélectionne des propositions mûries par une discussion préalable des difficultés qu'elles soulèvent. Le dialogue citoyen pourrait ain-

si être aussi un exercice pédagogique pour les citoyens. Il est trop facile pour chacun d'entre nous d'exprimer des « yaka » partagés par notre entourage immédiat, sans prendre la peine d'écouter les objections émanant d'ailleurs, en particulier celles formulées dans une autre langue que la nôtre. Mais le dialogue citoyen peut-il espérer contribuer à vaincre les obstacles qui empêchent une amélioration significative de nos institutions s'il n'est pas conçu de telle sorte que les citoyens se donnent cette peine ?

Il importe en tout cas de réfléchir sans tarder, de manière constructive et à la lumière des expériences étrangères, aux conditions de réussite de la « plateforme de dialogue ». A cette fin, l'initiative Re-Bel (Rethinking Belgian institutions) a convié les deux responsables de cette plate-forme, les ministres Annelies Verlinden et David Clarinval, à un webinar qui se déroulera le 1^{er} mars prochain. La détermination des ministres, l'imagination de leurs équipes et la gamme des outils digitaux aujourd'hui disponibles permettront-elles de faire bien mieux qu'éviter le fiasco ? Parviendront-elles à mettre en œuvre un modèle de participation citoyenne qui nous aide à nous doter d'institutions plus équitables et plus efficaces et dont d'autres, ailleurs, pourront s'inspirer ? Cela dépend aussi de nous.



Paul De Grauwe, économiste.

© BRUNO DALIMONTE



Philippe Van Parijs, philosophe.

© CAMILLE VERSCHAEVE (ST)